



22.3630

**Motion FDP-Liberale Fraktion.
Neuer Status für Selbstständige
in Plattformbeschäftigung.
Soziale Absicherung sicherstellen****Motion groupe libéral-radical.
Créer un nouveau statut
pour les travailleurs de plateforme
indépendants et garantir
leur protection sociale**

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.04.24

Nantermod Philippe (RL, VS): Face aux évolutions économiques, sociales ou des mœurs, on peut adopter deux attitudes en tant que Parlement. On peut soit s'y opposer de toutes nos forces, chercher à faire appliquer des modèles existants en espérant que la société obéisse à notre conception du monde. On peut aussi admettre que les évolutions sont le fait d'un choix individuel, et adapter notre droit. Le PLR plaide en faveur de cette seconde option. Cela ne signifie pas que nous devons renoncer à nos valeurs. Lorsque nous constatons par exemple que de plus en plus de citoyens choisissent le travail à temps partiel dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, on propose non pas de le récompenser, mais d'admettre son existence et de proposer d'adapter notre système social à son développement.

Il en va de même avec la présente motion. Le développement des plateformes électroniques bouleverse de nombreuses professions qui jusqu'ici étaient très bien organisées, dans une logique de rapport de droit du travail indiscutable. Grâce ou à cause – selon le point de vue que l'on adopte – d'Internet, des personnes offrent leurs services directement à leurs clients, l'employeur ne devenant qu'un intermédiaire parmi d'autres. Bien sûr, la plateforme Uber est l'icône de cette évolution, mais elle n'est pas la seule.

Dans son rapport "Numérisation – Examen d'une flexibilisation dans le droit des assurances sociales", le Conseil fédéral relève que l'économie de plateforme recèle un important potentiel économique. Il constate aussi qu'il serait nécessaire de faire quelques adaptations, même si elles sont compliquées dans le domaine du droit du travail. Au terme de ce rapport, il est manifeste que la distinction entre le travail salarié et le travail indépendant n'est pas, ou plus, adaptée à de nombreuses situations de travail, en particulier celles où il se fait par l'intermédiaire de plateformes électroniques. Il ne s'agit pas d'apprécier ou non cette évolution, mais de constater ce fait. En particulier, le lien de subordination qui caractérise le contrat de travail prend une forme si particulière qu'on peut tout aussi bien qualifier le prestataire de services de travailleur que d'indépendant. Cela implique une insécurité juridique très malheureuse – dangereuse même – tant pour la plateforme que pour le collaborateur.

Le Conseil fédéral s'oppose à une adaptation du droit, au motif qu'il serait compliqué de prévoir une telle adaptation.

Excusez-moi, Madame la conseillère fédérale, mais c'est probablement le plus mauvais motif que l'on puisse invoquer. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de solution ou parce que la solution est compliquée qu'il n'y a pas de problème.

Ne vous méprenez pas, chers et chères collègues: en rejetant notre motion, vous n'empêcherez pas les plateformes de se développer. Vous n'empêcherez pas que des formes de travail précaires existent. Elles n'ont d'ailleurs pas été inventées par les créateurs de ces plateformes; elles existent depuis bien longtemps. Vous empêcherez seulement – et c'est dramatique – que des citoyens bénéficient d'un statut juridique clair, d'une activité lucrative qui leur permette de vivre et que de nouvelles perspectives économiques voient le jour en Suisse. On l'a vu au cours des dernières années: systématiquement, à chaque fois qu'il y avait un jugement





dans le domaine du droit du travail, nous avons une adaptation des conditions générales de ces plateformes pour essayer de contourner les règles qui ont été adoptées. Cela continuera soit jusqu'à ce que nous ayons un statut clair, soit jusqu'à ce que ces personnes deviennent réellement des indépendants et voient leur statut encore plus précarisé que celui que nous proposons dans notre motion.

Parce que la Suisse mérite mieux que d'être systématiquement en position défensive face à la numérisation, il serait bon d'adopter notre motion, ce que je vous invite à faire.

Baume-Schneider Elisabeth, conseillère fédérale: La question de la création d'un nouveau statut pour les travailleuses et les travailleurs de plateforme a déjà fait l'objet d'une analyse du Conseil fédéral, qui a été publiée en 2021. Le Conseil fédéral avait relevé l'absence de nécessité de légiférer en la matière, non pas parce que c'est compliqué et que cela prendrait du temps, mais en estimant qu'un système suffisamment souple pour couvrir toutes les formes d'emploi, même ceux de l'économie de plateforme, est en vigueur. Le Parlement a également soutenu cette conclusion, étant donné qu'il n'avait, à l'époque, présenté aucune proposition sur la base de cette analyse.

En fait, la création d'un nouveau statut ne simplifierait pas la question de la délimitation de la différence entre les statuts d'indépendant et d'employé. Au contraire, le fait d'ajouter une troisième possibilité aux statuts existants d'indépendant ou de salarié ne ferait possiblement qu'augmenter les risques de la sécurité juridique, voire de divergences d'appréciation entraînant incontestablement de nombreux litiges. Par ailleurs, et c'est un élément important, l'introduction d'un troisième statut pourrait modifier défavorablement la protection sociale fournie actuellement aux salariés. De plus, cette question d'un troisième statut serait en contradiction avec le système des assurances sociales et nécessiterait un changement de la Constitution.

Il convient encore de préciser, sans vouloir donner tous les arguments qui feraient peur ou qui seraient moralisateurs, que de nombreuses modifications de lois et de conventions de sécurité sociale devraient être opérées, pas seulement sur le plan national, mais aussi sur le plan international. On ne pourrait donc pas bricoler – dans le sens noble du terme – notre troisième statut sans agir en étroite corrélation avec ce qu'il se passe sur le plan international.

Dès lors, le Conseil fédéral, en prenant en considération la sécurité du droit et de la protection des personnes, vous invite à rejeter la motion.

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Der Bundesrat beantragt die Ablehnung der Motion.

AB 2024 N 751 / BO 2024 N 751

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.3630/28735)

Für Annahme der Motion ... 26 Stimmen

Dagegen ... 161 Stimmen

(1 Enthaltung)